GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT: Trois Mois, 18 Francs. Six Mois, 36 Francs. L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX: RUE HARLAY-DU-PARLAI, 2, au coin du quai de l'Horloge, à Paris. (Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour royale de Paris (ch. des vac.): Double reconnaissance de paternité. — Question électorale; fermier; bail authentique. — Tribunal de commerce de la Seine: Travaux de l'Etat; cautionnement des entrepreneurs; retenue du dixième du prix des travaux; privilège des ouvriers et fournisseurs; privilège des cessionnaires et sous-traitants; transport; faillite; action des syndics. — Cour de cassation (ch. criminelle). — Chasse; garde; maximum de la peine. — Cour d'assises de la Seine: Coups et blessures volontaires. — Tribunaux étrangers. — Chancellerie de Justice du Hanovre: Assassinats; acte de vengeance populaire. — Nominations judiciaires. — Chronique. — Des progrès et de la décadence des juridictions ecclésiastiques.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (chambre des vacations.)

(Présidence de M. Moreau.)

Audience du 23 octobre.

DOUBLE RECONNAISSANCE DE PATERNITÉ.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les débats auxquels a donné lieu la reconnaissance de deux enfants naturels par deux prétendants qui s'en disputent la paternité (Voir la Gazette des Tribunaux du 6 juillet dernier).

M. R..., après des relations intimes avec Mlle Aimée T..., a brusquement rompu, en 1843, tous rapports avec elle. Mlle Aimée avait alors deux enfants, un garçon et une fille, Berthe et Maurice T..., inscrits aux registres de l'état civil sous le nom de leur mère seulement et sans désignation de père.

Mlle Aimée T..., si l'on en croit M. R..., d'accord avec un sieur L..., auquel elle fit partager les idées de vengeance qui lui vinrent à la suite de l'abandon dont elle fut l'objet, résolut de lui ravir les droits d'une paternité qui ne pouvait être douteuse. Pour parvenir à ce but, Aimée T... et L... reconurent, le 9 octobre 1843, par acte notarié, les deux enfants, et, le 26 décembre suivant, ils se sont mariés à la mairie du 10^e arrondissement de Paris, légitimant ces deux enfants.

Mais avant ce mariage, et le 27 octobre précédent, M. R..., ayant eu connaissance de l'acte notarié qui attribuait à L... une paternité mensongère, s'empressa, de son côté, de reconnaître pour siens les deux mêmes enfants, et il introduisit aussitôt une action en contestation de cette reconnaissance.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine, saisi de cette difficulté, l'a résolue le 5 juillet dernier dans l'intérêt de R... contre les époux L... Il a déclaré nulle, comme mensongère et frauduleuse, la reconnaissance faite par ces derniers, a validé au contraire la reconnaissance de R... et ordonné en conséquence que les mineurs Berthe et Maurice T... seraient placés provisoirement, la première dans la pension de la dame Delettau, et le second chez la dame T..., mère de la dame L...

Le Tribunal, en décidant que les frais de la pension seraient payés par R... a ordonné l'exécution provisoire de son jugement.

Quand M. R... voulut exécuter cette décision, cela lui fut d'abord de toute impossibilité; les deux enfants avaient disparu: vainement il les chercha à Paris, vainement il interrogea tout le monde, ses démarches furent sans résultat. Une fois il entendit parler d'un frère du sieur L... qui habitait le département de la Creuse, et qui avait avec lui plusieurs enfants; il s'empressa de faire le voyage, mais ce fut encore sans succès. Il eut recours à M. le préfet de police, mais inutilement. Démarches, courses, recherches de tous genres, prospectus répandus dans toute la France, il employa tous les moyens, et parvint enfin à retrouver ces enfants dans une institution des environs de Paris où ils n'étaient connus que sous le faux nom de Pierre et Maria Durand.

Aussitôt cette découverte, M. R... voulut enfin exécuter le jugement, mais Mme L... s'y refusa; elle voulut conserver l'administration de la personne de ces enfants. D'un autre côté, la grand-mère refusait de se charger du jeune Maurice. Cette double difficulté donna lieu à une ordonnance de référé qui ordonna que les deux enfants seraient mis en pension et autorisa R... à les visiter malgré l'opposition des époux L...

Aussitôt après cette ordonnance, M. et Mme L... en ont fait appel, et ils se sont pourvus devant la Cour pour faire faire défense au sieur R... d'exécuter provisoirement le jugement du 5 juillet.

L'affaire, sur l'appel de l'ordonnance de référé, ne se trouvant pas encore en état, il ne s'agissait aujourd'hui que de la question d'exécution provisoire.

M^e Henri Celliez, avocat des époux L..., s'est exprimé en ces termes:

On vient d'enlever deux enfants à une mère pour les livrer à un homme qui n'est pas le mari de cette femme, qui n'est pas le père de ces enfants. La mère se présente à vous avec le véritable père, avec son mari, pour les réclamer. Il importe peu que cet homme auquel on a livré les enfants connus à M. L... la qualité de père, que lui reconnaît Mme L... fans, et que les enfants soient privés de leur mère. Quand bien même un jugement souverain admettrait, contrairement à la déclaration de la mère, la paternité de cet homme, ce jugement ne pourrait enlever à leur mère ce qui lui appartient par le droit de la nature, la faculté de remplir les devoirs de mère envers des enfants qui ne l'ont jamais quittés, de diriger leur éducation, d'élever leur âme dans des sentiments de modestie et d'honnêteté. Il faudrait pour cela que la mère eût été déclarée indigne, ce qui n'existe pas, puisque le procès n'a lieu qu'entre M. L... et M. R..., non avec Mme L... dont la maternité n'est pas douteuse.

Si un jugement définitif ne peut à ce point violer le droit maternel, comment une disposition provisoire pourrait-elle prononcer cette séparation mortelle pour l'âme de ces jeunes enfants, et les livrer à un tiers tant qu'il n'est pas définitivement statué sur les contestations de ce tiers? Pourtant les premiers juges en ont ainsi décidé au fond, et ordonné l'exécution provisoire. M. L... et sa femme ont fait appel de leur

jugement, et bientôt devant la Cour, au milieu des formes solennelles qui sont la garantie de la meilleure justice, ils montreront l'erreur désastreuse de ce jugement, ils expliqueront comment, trop confiants dans leur position légale, dans le droit qui résulte de la déclaration spontanée de la mère, de son concours à la reconnaissance du père, de son mariage avec celui-ci en présence de deux familles réunies, ils ont négligé de rapporter les preuves de leurs relations antérieures, de leur sincérité, quand ils déclaraient conjointement que les deux enfants sont nés de leur union; ils pensaient que les juges, soumis, comme nous, à l'imperfection de la nature humaine, doivent trouver une limite à la puissance qu'ils ont de déclarer les faits, et que le fait de la paternité, de la communication de la vie, est entouré d'un mystère assez grand pour que, devant ce mystère, le juge puisse courber son intelligence sans l'abaisser, et déclarer que sa connaissance ne peut s'étendre à cet infini. La Cour ne les imitera pas, elle ne rendra pas un arrêt sans voir les pièces, sans connaître les parties, sans avoir vu les enfants; elle placera sa raison de décider, non dans la recherche illusoire d'un fait toujours incertain pour tout autre que la mère, mais dans le droit qui appartient à celle-ci, dans le respect qui est dû au mariage, dans la faveur qui est due à la légitimité sur la bâtardise.

Après ces observations, M^e Celliez s'attache à démontrer qu'aucune disposition de loi n'autorisait l'exécution provisoire. Il termine ainsi:

Au milieu des tristes circonstances de cette lutte de paternité, où celui qui se prétend le père est l'adversaire de la mère et cherche par tous les moyens à envahir le cœur des enfants, comment concevoir sans indignation une jeune enfant de sept à huit ans, une fille livrée à cet homme, qui lui dit qu'il est son père, quoiqu'il sache qu'il ne l'est pas, et quand demain un arrêt peut le déclarer ainsi?

Quelle que doive être la décision définitive, n'est-ce pas jeter un germe funeste dans la jeune âme de ces enfants que permettre ces alternatives d'influence, et les soumettre pendant le provisoire à l'autorité d'un homme qui sait qu'il peut n'être pas le père; qui a annoncé contre la mère une irritation exaspérée; qui a manifesté par écrit l'intention de séparer la mère des enfants, et qui, s'il ne réalise pas cette séparation matérielle, va les séparer par le cœur, leur apprendre à mépriser leur mère, qu'il a trouvée bonne pour la séduire, pour en tirer de nombreux services, mais qu'il aurait rougi d'élever au rang de sa compagne comme épouse, ou même comme concubine? Il va aliéner à la mère l'âme de ces enfants, et commettre ainsi par le bénéfice d'un jugement provisoire un mal à jamais irréparable.

Dans l'intérêt de M. D..., tuteur ad hoc des enfants, M^e Rivière a soutenu que l'exécution provisoire, restreinte au chef relatif à la position des enfants, avait été, à juste raison, prononcée; qu'elle était dans l'intérêt bien entendu de ceux-ci, et qu'il y avait d'ailleurs une urgence qui l'expliquait suffisamment.

La Cour, interrompant le défenseur dans ses développements, a, conformément aux conclusions de M. Ternaux, substitué de M. le procureur-général, déclaré qu'il n'y avait lieu à défenses.

QUESTION ÉLECTORALE. — FERMIER. — BAIL AUTHENTIQUE. Aux termes de l'article 9 de la loi du 18 avril 1831, le fermier n'a le droit de se prévaloir pour le cens électoral, du tiers des contributions payées par les propriétaires ruraux à lui loués, qu'autant qu'il exploite ces propriétés en vertu d'un bail authentique d'une durée de neuf ans au moins.

La production d'un bail sous seing privé, enregistré, ne peut suppléer à ce bail authentique; l'enregistrement ne pouvant avoir pour effet de changer la nature de l'acte auquel elle donne seulement une date certaine, sans lui pouvoir attribuer le caractère d'authentique, ne se rencontre que dans les actes reçus par les officiers publics avec les solennités requises.

Ainsi jugé par la chambre des vacations de la Cour royale de Paris, le 23 octobre 1844, présidée par M. Moreau, par confirmation d'un arrêté du préfet de Seine-et-Marne, du 6 septembre dernier, sur la réclamation du sieur Courcier; au rapport de M. le conseiller Ferey et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Ternaux.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Lamaille.

Audience du 21 octobre.

TRAVAUX DE L'ÉTAT. — CAUTIONNEMENT DES ENTREPRENEURS. — RETENUES DU DIXIÈME SUR LE PRIX DES TRAVAUX. — PRIVILEGE DES OUVRIERS ET FOURNISSEURS. — PRIVILEGE DES CESSIONNAIRES ET SOUS-TRAITANTS. — TRANSPORT. — FAILLITE. — ACTION DES SYNDICS.

Les syndics d'une faillite n'ont pas qualité pour attaquer la validité d'un transport dans l'intérêt des créanciers privilégiés.

Un créancier privilégié ne peut critiquer le transport fait par le débiteur, lorsque les causes de son privilège sont postérieures à la date de ce transport.

Le cautionnement d'un entrepreneur de travaux publics n'est affecté qu'à la garantie des droits de l'Etat, et non au privilège des ouvriers et fournisseurs.

Le privilège sur le cautionnement, après l'extinction des droits de l'Etat, ne peut être exercé que par les cessionnaires ou sous-traitants de l'entrepreneur.

Le privilège des ouvriers et fournisseurs, sur les retenues du dixième faites par l'Etat sur le prix des travaux, ne peut être exercé que pour les créances dont les causes sont antérieures au transport, fait par l'entrepreneur, de ces mêmes retenues.

Le sieur Schonemann, entrepreneur du 6^e lot des fortifications de Paris, a fait, le 19 mars 1842, au profit de M. Pierre Guyot son créancier, le transport d'une somme de 43,000 francs qui avait été déposée à la Caisse des consignations, et qui provenait des retenues faites par l'Etat sur le prix des travaux, en vertu de la loi du 26 pluviôse an II.

Depuis ce transport, le sieur Schonemann a été déclaré en état de faillite, et M. Guyot a formé contre les syndics une demande tendante à être autorisé à toucher directement de la Caisse des consignations cette somme de 43,000 francs.

Les syndics ont résisté à cette demande; ils ont prétendu que la loi du 26 pluviôse an II affectait spécialement les retenues faites aux entrepreneurs au privilège des ouvriers ou fournisseurs; qu'il n'y avait pas lieu de distinguer entre les créances de ces derniers antérieures ou postérieures au transport qu'aurait pu faire l'entrepre-

neur des sommes retenues; que le privilège consacré par la loi devait nécessairement passer avant le transport consenti par l'entrepreneur, et que tant que le cessionnaire n'avait pas touché, les créanciers privilégiés nouveaux devaient, comme les anciens, et sur la même ligne, venir dans la répartition des retenues opérées.

Le sieur Guyot répondait qu'il ne fallait pas confondre les privilèges sur les retenues avec les privilèges sur le cautionnement réglés par la loi du 26 décembre 1806 au profit des cessionnaires et sous-traitants; que la loi du 26 pluviôse an II, seule applicable au privilège des ouvriers et fournisseurs de l'entrepreneur, n'avait pas pour objet d'annuler les transports faits par l'entrepreneur, mais seulement de donner aux ouvriers et fournisseurs un moyen d'assurer leur privilège en formant des oppositions sur les retenues à l'exclusion des autres créanciers; mais que cette faculté ne pouvait avoir pour effet d'annuler un transport fait de bonne foi par le débiteur au profit d'ouvriers dont la créance n'existait pas au moment du transport, et qui ne pouvaient, à aucun titre, avoir un droit de préférence sur le cessionnaire.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Martin-Leroy, agréé de M. Pierre Guyot, et M^e Beauvois, agréé des syndics Schonemann, a vu son délibéré en ces termes:

« Le Tribunal,

« Attendu qu'il y a lieu d'examiner:

« 1^o Si les défendeurs ont qualité pour contester le transport dont s'agit;

« 2^o Si ce privilège réclamé s'applique au cautionnement fourni par Schonemann, comme garant d'exécution des travaux par lui soumissionnés;

« 3^o Si le privilège s'étend également aux retenues exercées par l'Etat sur le montant des travaux effectués par Schonemann, en conformité des clauses du cahier des charges;

« En ce qui touche la première question:

« Attendu que le transport dont s'agit n'est pas attaqué en la forme; qu'il est antérieur à la déclaration de faillite de Schonemann;

« Qu'il ne peut dès lors être contesté que par les créanciers qui auraient un privilège à exercer sur les sommes transportées;

« Attendu que, par l'exercice de ce droit, ces créanciers ont une action personnelle, laquelle ne peut être suppléée par les syndics, qui ne représentent et n'ont à défendre que les intérêts généraux de la masse, et non les intérêts privés de quelques créanciers, d'où il suit qu'ils sont sans qualité pour contester la validité dudit transport;

« Attendu que les causes de la créance privilégiée de Noël étant postérieures au 19 mars 1842, date du transport, il est également sans qualité pour contester un acte qui n'a pu lui préjudicier;

« En ce qui touche la deuxième question, c'est-à-dire le privilège réclamé par Pierre Guyot sur le cautionnement:

« Attendu que les sommes déposées à titre de cautionnement par un entrepreneur de travaux publics ne sont affectées qu'à la garantie des droits de l'Etat, et non des créanciers de l'entrepreneur;

« Attendu que le décret de Posen, du 12 décembre 1806, n'accorde de privilège sur le cautionnement qu'aux concessionnaires et sous-traitants; que les fournisseurs et ouvriers, dont les syndics invoquent les droits à ce privilège, ne peuvent être considérés comme cessionnaires ou sous-traitants de Schonemann; que, par conséquent, dans l'espèce, le cautionnement versé par Schonemann est régi par le droit commun, et notamment par l'article 1539 du Code civil, d'où il suit que Schonemann étant à la tête de ses affaires au jour du transport, a pu, par acte régulier, céder et transporter ses droits au cautionnement déposé par lui-même, et dont la propriété lui appartenait exclusivement, après toutefois l'extinction des droits de l'Etat;

« En ce qui touche la troisième question, c'est-à-dire le privilège sur les retenues du dixième:

« Attendu que si la loi du 26 pluviôse an II, l'art. 1798 du Code civil et la jurisprudence constante des arrêts, accordent aux ouvriers ou fournisseurs un privilège sur les sommes restant dues sur les travaux auxquels ils ont concouru, ce privilège doit être strictement restreint dans les termes qui l'ont constitué;

« Attendu qu'il résulte des documents et explications fournis au délibéré que le compte de Schonemann avait été arrêté par le génie militaire, le 1^{er} mai 1842, par une somme de 43,510 francs 5 cent. lui revenant pour le montant des retenues exercées sur les travaux par lui exécutés en 1841;

« Que les créanciers ouvriers et fournisseurs antérieurs au 19 mars 1842, date du transport fait par Schonemann à Pierre Guyot, sont seuls fondés à exercer un privilège sur le montant des retenues transportées;

« Par ces motifs, et vu le rapport de M. le juge-commissaire:

« Déclare nul et de nul effet le jugement du 14 juillet dernier; et statuant par jugement nouveau:

« Ordonne l'admission pure et simple de Pierre Guyot à la faillite pour la somme de 21,198 fr., solde de son compte courant, et par privilège: 1^o pour celle de 1,000 fr. montant d'un billet causé valeur en fournitures de pierres; 2^o pour celle de 43,000 fr. à lui transportées;

« Autorise Pierre Guyot à exercer directement les effets de son transport tant sur le cautionnement que sur les retenues et en conséquence à toucher à la Caisse des dépôts et consignations ou de toute autre caisse publique de ladite somme de 43,000 fr. en principal et accessoires, sous la réserve expresse des droits des créanciers pour travaux et fournitures antérieurs au 19 mars 1842, et de ceux du sieur Recappé, délégué antérieur à Pierre Guyot;

« Condamne les défendeurs solidairement aux dépens, avec autorisation pour les syndics d'employer la part leur incombant en frais de syndicat;

« Et attendu qu'il y a titre, ordonne l'exécution provisoire sans caution.»

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. de Crouseilles.)

Audience du 4 octobre.

CHASSE. — GARDE. — MAXIMUM DE LA PEINE.

Voici le texte de l'arrêt rendu dans cette affaire dont nous avons déjà fait connaître le résultat. (Voir la Gazette des Tribunaux du 5 octobre.)

« La Cour,

« Ouï M. le conseiller Jacquinet-Godard en son rapport, et les conclusions de M. l'avocat-général Quénauld;

« Vu les articles 11 et 12 de la loi du 3 mai dernier, sur la police de la chasse, ainsi conçus:

« Art. 11: « Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs,

« 1^o ceux qui auront chassé sans permis de chasse; 2^o ceux

« qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépeuplées de leurs fruits.»

« Art. 12: « Seront punis d'une amende de 50 à 600 francs, et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de dix jours à deux mois, 1^o ceux qui auront chassé en temps prohibé. Les peines déterminées par le présent article et par l'article 11 seront toujours portées au maximum, lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, ainsi que par les gardes forestiers de l'Etat ou des établissements publics.»

« Statuant sur le pourvoi formé par le procureur-général près la Cour royale de Rouen, contre l'arrêt rendu par la chambre des appels de police correctionnelle de cette Cour, le 30 août dernier;

« Sur le moyen proposé, fondé sur la violation de l'art. 12 de la loi du 3 mai dernier, en ce que l'arrêt attaqué aurait refusé de prononcer le maximum de la peine à raison des délits de chasse sans permis, sur le terrain d'autrui, et sans le consentement du propriétaire, en temps prohibé, et sur un terrain non dépeuplé de ses fruits, dont J.-B. Schappmann, garde institué par l'administration des hospices de Rouen, était déclaré coupable par ledit arrêt;

« Attendu que l'article 7 de la loi du 3 mai dernier portant qu'il ne peut être délivré de permis de chasse aux gardes-champêtres, forestiers, des communes, de l'Etat ou des administrations publiques, leur interdit par l'exercice de la chasse hors du territoire soumis à leur surveillance comme sur ce territoire même;

« Que cette interdiction de chasse prenant sa source dans la nature des fonctions de garde, il en résulte que les délits de chasse commis par ces gardes, en quelque lieu que ce soit, ont un double caractère de gravité, et ont dû motiver ainsi une répression plus sévère;

« Que la disposition de l'article 12 de ladite loi, qui veut que les peines déterminées par cet article, ainsi que par l'article 11, soient toujours portées au maximum lorsque le délit aura été commis par un garde, ne peut, par la précision et la généralité de ses termes, permettre ni interprétation ni distinction;

« Attendu qu'il suit de là qu'en subordonnant l'application du maximum de la peine prononcée par l'article 15 de ladite loi du 3 mai dernier, non-seulement à la qualité de garde d'un établissement public, que cette loi exige, et qui appartenait à Jean-Baptiste Schappmann, mais encore à la localité sur laquelle ce délit aurait été commis, condition que la loi n'impose pas, l'arrêt attaqué a tout à la fois faussement interprété et expressément violé l'article 15 de la loi précitée;

« Par ces motifs, la Cour casse et annule l'arrêt rendu par la Cour royale de Rouen, chambre des appels de police correctionnelle, le 30 août dernier, dans les dispositions attaquées, et par lesquelles application de la peine a été faite à Jean-Baptiste Schappmann;

« Et pour être procédé conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la Cour royale de Caen, chambre des appels de police correctionnelle;

« Ordonne qu'à la diligence du procureur-général, le présent arrêt sera imprimé et transcrit sur les registres de la Cour royale de Rouen.»

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Duplex.

Audience du 23 octobre.

COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES.

Encore une rixe de cabaret et de graves blessures faites dans ces querelles d'ouvriers dont la scène est invariablement chez un marchand de vins, dont les acteurs sont toujours des ouvriers qui dépendent en un jour le produit d'une semaine de travail pour se procurer le stupide plaisir de s'abreuver jusqu'à en perdre la raison, des liqueurs malfaisantes qui se débitent hors barrière. Giboulot, l'accusé traduit aujourd'hui devant le jury, a, dans une de ces rixes si fréquentes, cassé la jambe au nommé Pinon, dans des circonstances que l'acte d'accusation rappelle de la manière suivante:

Vers la fin du mois de mars dernier, une rixe éclata sur le boulevard, près de Gentilly, entre un nommé Venet et Jean Giboulot dit Riboulot; celui-ci laissa tomber de sa poche une pièce de 1 franc 50 centimes qui fut ramassée par Venet, ou lui fut remise par des témoins de la rixe; parmi eux se trouvait un ouvrier mégissier, nommé Pinon, et ami de Venet; ce serait lui, d'après l'assertion de Giboulot, qui aurait ramassé la pièce d'argent sus-énoncée. Quoi qu'il en soit, le 29 avril dernier, Pinon se trouvait, sur les midi, chez le marchand de vins Cochin, à la Glacière, lorsque survint Giboulot, qui sortait d'un cabaret voisin; il réclama sa pièce de 1 fr. 50 c.; Pinon lui répondit qu'elle était entre les mains de Venet, qui la lui rendrait, et il lui proposa de le conduire chez ce dernier; mais Giboulot s'y refusa, disant qu'il voulait se battre avec Pinon; et le marchand de vins les ayant engagés à sortir pour vider leur querelle dans la rue, ils se poussèrent et se saisirent au corps; le sieur Cochin les vit tomber à terre, Giboulot dessous son adversaire, qui, sans le frapper, se bornait à le maintenir. Tout à coup Pinon poussa un grand cri, et se plaignit d'avoir la jambe cassée. On le releva, sa jambe droite avait été, en effet, complètement fracturée, et il fallut le transporter à l'hôpital, où il resta en traitement plus de quarante jours. Quand il a été entendu par le juge d'instruction, le 30 juillet, il n'était pas encore en état de reprendre ses travaux habituels.

Cependant Giboulot avait pris la fuite dès que la fracture avait eu lieu, et il n'a été arrêté que le 12 juin, à la suite de la déclaration de Pinon, qui avait été reçue à l'hôpital, le 2 mai, par le commissaire de police de Gentilly. L'accusé prétend que Pinon l'avait d'abord mordu au bras, et s'était sans doute cassé la jambe en tombant à terre avec lui. Mais Pinon a affirmé qu'au moment où des témoins de la lutte le retiraient de dessus Giboulot, celui-ci lui avait saisi la jambe, et l'avait serrée entre ses bras et contre sa poitrine avec tant de force, qu'elle avait été ainsi fracturée. Les témoins entendus dans le cours de l'instruction n'ont pas vu et n'ont pas pu préciser ce qui s'était passé, dans ce moment de la lutte, entre les deux adversaires; mais d'autres témoins, qui avaient été indiqués par le plaignant, seront appelés aux débats, et il est d'ailleurs suffisamment établi que les premiers et principaux torts sont venus de la part de Giboulot, qui n'aurait pas pris la fuite comme il l'a fait s'il n'avait pas eu à se reprocher la blessure grave que Pinon venait de recevoir.

De nouveaux témoins ont donc été appelés aux débats,

et l'accusé, de son côté, a fait assigner une dizaine de témoins à décharge.

Les témoins à charge ont tendu à rejeter la provocation du côté de Giboulot. Suivant eux, Giboulot aurait dit, avant la rencontre du 29 avril, en parlant de Pinon : « Il faut que je lui casse une patte. » Suivant les témoins appelés par l'accusé, les premiers torts seraient du côté de Pinon, qu'ils représentent comme un farceur fini, un de ces loustics de cabaret qui doivent aux agréables plaisanteries qu'ils se permettent de fréquentes disputes. Pinon s'est déjà plusieurs fois battu.

M. l'avocat-général Glandaz a insisté pour obtenir une répression dans l'intérêt de la classe ouvrière elle-même, trop disposée à faire, sous le moindre prétexte, appel à la force brutale. Toutefois, le ministère public a reconnu qu'à raison des excellents antécédents de l'accusé, il y avait lieu à modifier la déclaration de culpabilité par l'admission de circonstances atténuantes.

M. Chrétien, avocat, s'est emparé des déclarations faites par les témoins à décharge, et les a opposées aux déclarations sur lesquelles M. l'avocat-général s'est appuyé. Invokant la conduite parfaitement calme et laborieuse de l'accusé jusqu'au moment de la rixe, s'appuyant sur la provocation à laquelle il n'a pas été le maître de résister, le défenseur demanda plus que des circonstances atténuantes, qui sont concédées par le ministère public : il sollicite l'acquiescement de Giboulot.

Après le résumé de M. le président, le jury ayant résolu négativement la question de coups volontaires, Giboulot a été acquitté, et sa mise en liberté a été immédiatement ordonnée.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS

CHANCELLERIE DE JUSTICE DU HANOVRE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Audience du 9 octobre.

ASSASSINATS. — ACTE DE VENGEANCE POPULAIRE.

La chancellerie de justice de notre capitale (Cour souveraine en matière de grand criminel) vient de juger une affaire dans laquelle il s'agissait d'un de ces crimes atroces qui se commettent de temps à autre dans quelques-uns des Etats de l'Union de l'Amérique du Nord, en vertu des prétendus Lynch-Laws. Voici une relation succincte de cette affaire :

Dans la commune d'Asendorf, située non loin de la route de Nienbourg à Brême, et qui se compose d'un grand nombre de maisons isolées, et pour la plupart très distantes les unes des autres, demeuraient deux familles portant toutes deux le nom de Hassenbrack, et dont les membres, par leurs vols et leurs brigandages, étaient devenus la terreur de toute la contrée. Déjà les Tribunaux avaient souvent sévi contre eux, tous avaient subi des peines plus ou moins fortes, et cependant pas le dixième des délits et des crimes commis par eux n'était parvenu à la connaissance de la justice, car leurs innombrables victimes n'osaient les dénoncer, et encore moins porter plainte contre eux, parce qu'ils avaient toujours à la bouche cette menace : « Si quelqu'un nous fait avoir des démêlés avec la justice, nous mettrons le feu à sa maison. »

Voilà où en étaient les choses, lorsque, le dimanche 16 avril 1843, dans l'église d'Asendorf, le pasteur, immédiatement après avoir terminé son sermon, annonça aux assistants que le bailli les invitait tous à se rendre, à l'issue du service divin, au cimetière, où il avait à leur faire une communication officielle.

Tous s'étant rendus à cette invitation, le bailli leur dit que Frédéric et Albert Hassenbrack (les plus hardis et les plus redoutés des malfaiteurs de ce nom) venaient d'assassiner leur propre beau-frère, qui se trouvait malade au lit, et qu'ils avaient entièrement dévalisé sa maison ; que c'était dans l'intérêt de tous que ce double crime, dont les auteurs avaient pris la fuite, ne restât pas impuni, et que pour cette raison lui, le bailli, invitait tous les assistants à battre les environs, afin de rechercher les coupables, et les livrer aux autorités.

Les paysans acceptèrent avec empressement cette mission ; ils s'armèrent à l'instant même de gros bâtons, se divisèrent en petites troupes, et partirent en diverses directions. Le lendemain, vers une heure de l'après-midi, l'une des troupes découvrit les deux malfaiteurs, qui se tenaient cachés dans une caverne pratiquée à peu près au milieu d'un petit bois de pins, et où se trouvait une immense quantité d'objets de toute espèce, parmi lesquels les paysans en reconnurent même plusieurs qui leur avaient été soustraits récemment.

Frédéric et Albert, en voyant les paysans entrer dans la caverne, tirèrent contre eux leurs fusils chargés de plomb de chasse; mais les paysans, quoique deux des leurs fussent blessés, ne se laissèrent pas intimider, et, malgré la violente résistance de la part des deux brigands, ils parvinrent à les garrotter, et ils les transportèrent, pieds et poings liés, à une maison située sur une hauteur appelée la Montagne-de-la-Haie (Knicksberg), où ils arrivèrent à deux heures. Ils placèrent leurs prisonniers dans une chambre, et ils les gardèrent à vue, en donnant sur-le-champ avis de leur capture au bailli d'Asendorf.

Bientôt après, les paysans d'Asendorf arrivèrent en foule à la maison de la Montagne-de-la-Haie, et pénétrèrent dans la chambre où se trouvaient Frédéric et Albert Hassenbrack encore garrottés. D'abord ils se bornèrent à les regarder avec une curiosité mêlée d'effroi; mais, au bout d'environ un quart d'heure, l'un des paysans leur dit : « N'est-ce pas vous qui, l'hiver dernier, m'avez volé six oies ? — Et à moi, dit un autre, vous avez pris deux moutons. — Je vous reconnais, dit un troisième, c'est vous qui m'avez forcé à vous prêter 10 écus que vous ne m'avez jamais rendus. » Et ainsi de suite tous les paysans à qui quelque chose avait été dérobé en accusaient les prisonniers. Ceux-ci nièrent les vols qu'on leur imputait, ce qui irrita vivement les paysans. « Si vous persistez à nier, dirent-ils, nous vous apprendrons à avouer vos crimes ! » Ils saisirent Frédéric et Albert, leur ôtèrent leurs vestes et leurs pantalons, et les couchèrent à plat ventre chacun sur un banc, puis ils se mirent à les battre à tour de bras avec leurs gros bâtons. Frédéric et Albert eurent beau dire qu'ils s'avaient auteurs de tous les vols qu'on leur attribuait, les paysans furieux leur répondirent : « C'est bien; si vous nous avez volés, nous vous en punirons. » Et, en se relayant les uns les autres, ils continuèrent à frapper; ils ne cessèrent même pas lorsque toute la chair des patients fut enlevée et que les os parurent à nu. Enfin, entre dix et onze heures du soir, les deux prisonniers, après avoir subi cette atroce torture pendant plus de sept heures d'horloge, expirèrent successivement, d'abord Albert, puis Frédéric.

Les paysans, qui croyaient avoir fait un acte de justice, portèrent les deux cadavres en triomphe à Asendorf en chantant à gorge déployée des chansons de guerre et des chansons à boire. Pendant le trajet, qu'ils firent eux et l'artiste vétérinaire d'Asendorf, nommé Melhoy, entrèrent dans la maison d'Albert Hassenbrack, arrachèrent de son lit la veuve de ce dernier, enceinte et près d'accoucher, et ils la traînèrent par les cheveux jusqu'à un ruisseau, où ils la plongèrent trois fois; puis ils la foulèrent aux pieds

et l'abandonnèrent au milieu de la grande route.

Le bailli, instruit de ce qui s'était passé, commença de suite l'instruction de l'affaire, et fit arrêter cent douze individus, dont quatre-vingt-quatre furent peu de jours après remis en liberté, parce qu'aucune charge suffisante ne s'élevait contre eux, et les vingt-huit autres furent traduits devant la chancellerie de justice.

Comme dans notre pays les débats judiciaires, tant au civil qu'au criminel, se font par écrit, et encore à huis clos, rien n'a transpiré de la procédure.

L'arrêt a été prononcé mercredi dernier, et le lendemain il a été publié à son de trompe dans la commune d'Asendorf. La chancellerie de justice, qui est ordinairement si sévère, a fait preuve, dans cette circonstance, d'une indulgence peu usitée chez nous. Elle a admis comme vraie l'affirmation faite par les accusés qu'en châtiant Frédéric et Albert Hassenbrack, ils n'avaient pas l'intention de les tuer, mais seulement de leur donner une leçon (sic); elle a déclaré que la mort de ces deux hommes n'a été qu'une suite accidentelle des coups qu'ils avaient reçus; elle a pris en considération l'exaspération qui régnait parmi les habitants de la commune d'Asendorf contre tous les membres des deux familles Hassenbrack, et notamment contre Frédéric et Albert; la bonne réputation de tous les accusés, qui jamais auparavant ne s'étaient rendus coupables d'aucun délit ni crime; enfin leur longue détention préventive, et par suite elle leur a appliqué le minimum des peines infligées par la loi, c'est-à-dire qu'elle a condamné Melhoy, qui non-seulement a maltraité Frédéric et Albert, mais qui était aussi l'instigateur des mauvais traitements infligés à la veuve de ce dernier, à quatre ans et demi de détention dans une maison de correction, et les autres vingt-sept accusés à trois ans, deux ans et un an et demi de la même peine, et tous solidairement aux dépens.

La chancellerie de justice a en outre recommandé tous les accusés au ministre de la justice pour qu'il leur fût accordé une commutation de peine; et sur la proposition de ce ministre, le roi a réduit au tiers la durée de leur détention.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Le Moniteur publie aujourd'hui les nominations que nous avons fait connaître dans notre numéro d'avant-hier. Par ordonnance en date du 21 octobre, sont nommés :

Procureur-général près la Cour royale de Bourges, M. Didot, procureur-général près la Cour royale de Caen, en remplacement de M. Pascaud, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé premier président honoraire;

Procureur-général près la Cour royale de Caen, M. Caussin de Perceval, premier avocat-général près la Cour royale d'Amiens, en remplacement de M. Didot, appelé à d'autres fonctions;

Procureur-général près la Cour royale de Nîmes, M. Blanchet, premier avocat-général près la Cour royale de Grenoble, en remplacement de M. Dufaur-Montfort, décédé;

Président de chambre à la Cour royale d'Angers, M. Bougrain de Bure, conseiller à la même Cour, en remplacement de M. Janvierpe, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé président honoraire;

Conseiller à la Cour royale d'Angers, M. Adolphe Janvier, vice-président du Tribunal de première instance d'Angers, en remplacement de M. Bougrain de Bure, appelé à d'autres fonctions;

Vice-président du Tribunal de première instance d'Angers (Maine-et-Loire), M. Bourcier, procureur du Roi près le Tribunal de première instance du Mans, en remplacement de M. Janvier, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance du Mans (Sarthe), M. Dubois, procureur du Roi près le siège de Saint-Calais, en remplacement de M. Bourcier, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Saint-Calais (Sarthe), M. Guépin, substitut du procureur du Roi près le siège de Laon, en remplacement de M. Dubois, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. Pihan de Laforest, substitut du procureur du Roi près le Tribunal de Compiègne, en remplacement de M. Guépin, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Compiègne (Oise), M. Henri Guichard, avocat, en remplacement de M. Pihan de Laforest, appelé à d'autres fonctions;

Avocat-général près la Cour royale d'Amiens, M. Dupont, avocat-général près la Cour royale de Rennes, en remplacement de M. Caussin de Perceval, appelé à d'autres fonctions;

Avocat-général près la Cour royale de Rennes, M. Pouhaer, substitut du procureur-général près la même Cour, en remplacement de M. Dupont, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur-général près la Cour royale de Rennes, M. Ménard, substitut du procureur du Roi près le siège de Nantes, en remplacement de M. Pouhaer, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Nantes (Loire-Inférieure), M. Duportal, procureur du Roi près le siège de Paimboeuf, en remplacement de M. Ménard, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Paimboeuf (Loire-Inférieure), M. Colas, substitut du procureur du Roi près le siège de Cherbourg, en remplacement de M. Duportal, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Cherbourg (Manche), M. Edouard Girard, avocat, en remplacement de M. Colas, appelé à d'autres fonctions;

Conseiller à la Cour royale de Caen, M. Demiau-Crousilhac, avocat-général près la même Cour, en remplacement de M. Fournier, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé conseiller honoraire;

Avocat-général près la Cour royale de Caen, M. Gastambide, procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Laon, en remplacement de M. Demiau-Crousilhac, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. Marie, procureur du Roi près le siège de Senlis, en remplacement de M. Gastambide, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Senlis (Oise), M. Dubarry, procureur du Roi près le siège de Doullens, en remplacement de M. Marie, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Doullens (Somme), M. Cauvel de Beauvillé, substitut près le siège de Montdidier, en remplacement de M. Dubarry, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Montdidier (Somme), M. Gerbé de Thoré, juge suppléant au Tribunal de première instance de Montargis, en remplacement de M. Cauvel de Beauvillé, appelé à d'autres fonctions;

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Montargis (Loiret), M. Claude-Calixte Vieu, avocat, en remplacement de M. Gerbé de Thoré, appelé à d'autres fonctions;

Avocat-général près la Cour royale de Grenoble, M. Piolet, conseiller à la même Cour, en remplacement de M. Blanchet, appelé à d'autres fonctions;

Conseiller à la Cour royale de Montpellier, M. Alicot, vice-président du Tribunal de première instance de Montpellier, en remplacement de M. Caizergues, décédé;

Vice-président du Tribunal de première instance de Montpellier (Hérault), M. Grasset, juge d'instruction au même siège, en remplacement de M. Alicot, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Montpellier (Hérault), M. Armely, procureur du Roi près le siège de Lodève, en remplacement de M. Grasset, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance

de Lodève (Hérault), M. Géraud, substitut du procureur du Roi près le siège de Perpignan, en remplacement de M. Armely, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Perpignan (Pyrénées-Orientales), M. Pujade, substitut près le siège de Narbonne, en remplacement de M. Géraud, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Narbonne (Aude), M. Rouquairol, substitut près le siège de Céret, en remplacement de M. Pujade, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Céret (Pyrénées-Orientales), M. de Rouville, juge-suppléant au Tribunal de première instance de Montpellier, en remplacement de M. Rouquairol, appelé à d'autres fonctions;

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Montpellier (Hérault), M. Henri Caizergues, avocat, attaché au parquet du procureur-général près la Cour royale de Montpellier, en remplacement de M. de Rouville, appelé à d'autres fonctions;

Conseiller à la Cour royale de Paris, M. Dangeville, conseiller à la Cour royale de Lyon, en remplacement de M. Philipon, décédé;

Conseiller à la Cour royale de Lyon, M. de Bernardy, premier avocat-général près la Cour royale de Nîmes, en remplacement de M. Dangeville, appelé à d'autres fonctions;

Avocat-général près la Cour royale de Nîmes, M. Liquier, procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Nîmes, en remplacement de M. de Bernardy, appelé à d'autres fonctions;

Conseiller à la Cour royale de Riom, M. Tantillon, procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Riom, en remplacement de M. Godemel, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Riom (Puy-de-Dôme), M. Malbat, procureur du Roi près le siège de Gussat, en remplacement de M. Tantillon, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Cusset (Allier), M. Marsal, procureur du Roi près le siège de Gannat, en remplacement de M. Malbat, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Gannat (Allier), M. Jusseraud, substitut près le siège de Thiers, en remplacement de M. Marsal, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Thiers (Puy-de-Dôme), M. Bonnefons, substitut près le siège de Gannat, en remplacement de M. Jusseraud, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Gannat (Allier), M. Louis Jallenque, avocat, attaché au parquet du procureur-général près la Cour royale de Riom, en remplacement de M. Bonnefons, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Brioude (Haute-Loire), M. Lesueur, procureur du Roi près le siège d'Yssengeaux, en remplacement de M. Lussigny, décédé;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Yssengeaux (Haute-Loire), M. Delair, substitut près le même siège, en remplacement de M. Lesueur, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Yssengeaux (Haute-Loire), M. Gabriel-Antoine Jouve, avocat, en remplacement de M. Delair, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), M. Roullier, juge d'instruction au siège de Nogent-le-Rotrou, en remplacement de M. Patry, appelé à d'autres fonctions;

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire), M. Martin Fortris, substitut au même siège, en remplacement de M. Roullier, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), M. Rouselle, juge suppléant au Tribunal de première instance d'Etampes, en remplacement de M. Martin Fortris, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Troyes (Aube), M. Delahuyproye-Delanoue, juge d'instruction au Tribunal de Bar-sur-Seine, en remplacement de M. Vernier, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé juge honoraire;

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Bar-sur-Seine (Aube), M. Bazire, substitut près le siège de Bar-sur-Aube, en remplacement de M. Delahuyproye-Delanoue, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bar-sur-Aube (Aube), M. Breton, juge-suppléant au siège de Fontainebleau, en remplacement de M. Bazire, appelé à d'autres fonctions;

Juge-suppléant au Tribunal de première instance de Fontainebleau (Seine-et-Marne), M. Chevreul (Henri), avocat, en remplacement de M. Breton, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Troyes (Aube), M. Bertrand, substitut près le même siège, en remplacement de M. Breton, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé juge honoraire;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Troyes (Aube), M. Joly, substitut près le siège d'Etampes, en remplacement de M. Bertrand, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Etampes (Seine-et-Oise), M. Barennes, substitut près le siège de Bar-sur-Seine, en remplacement de M. Joly, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bar-sur-Seine (Aube), M. Charles Sapey, avocat, en remplacement de M. Barennes, appelé à d'autres fonctions;

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Cognac (Charente), M. Dupuy, substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Albi, en remplacement de M. Maéchal, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Cognac (Charente), M. Bordier, substitut près le siège de Bazas, en remplacement de M. Labadie de Lalande, nommé aux mêmes fonctions près ce dernier Tribunal;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bazas (Gironde), M. Labadie de Lalande, substitut près le siège de Cognac, en remplacement de M. Bordier, nommé aux mêmes fonctions près ce dernier Tribunal;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Albi (Tarn), M. Audibert, substitut près le siège de Gaillac, en remplacement de M. Dupuy, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Gaillac (Tarn), M. Bermond, substitut près le siège de Châteaulin, en remplacement de M. Audibert, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Châteaulin (Finistère), M. Letourneux, avocat, en remplacement de M. Bermond, appelé à d'autres fonctions;

Juge au Tribunal de première instance de Cognac (Charente), M. Raveau, juge suppléant au siège de Ribérac, en remplacement de M. Logette Saint-Gatien, décédé;

M. de Person, juge au Tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), remplira au même Tribunal les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de Patry, appelé à d'autres fonctions.

M. Peitavin, juge au Tribunal de première instance de Montpellier (Hérault), remplira les fonctions de juge d'instruction près le même Tribunal, en remplacement de M. Grasset, nommé vice-président du Tribunal.

M. Levain, juge au Tribunal de première instance de Beaupréau (Maine-et-Loire), remplira les fonctions de juge d'instruction au même siège, en remplacement de M. Lhuillier, qui, sur sa demande, reprend celles de simple juge.

Voici l'état des services des magistrats compris dans cette ordonnance :

M. Didot, nommé procureur-général près la Cour de Bourges ; 10 juin 1819, substitut à Beauvais ; 5 juin 1822, remplacé ; 4 septembre 1850, procureur du Roi à Beauvais ;

4 avril 1851, substitut à Paris ; 4 août 1852, substitut du procureur-général près la Cour royale de Paris ; 19 avril 1844, conseiller à la même Cour ; 28 avril 1841, procureur-général à la Cour de Caen.

M. Caussin de Perceval, nommé procureur-général à Caen ; 11 janvier 1826, juge auditeur ; 25 avril 1827, substitut à Montluçon ; 2 mars 1828, substitut à Moulins ; 15 octobre 1829, substitut à la Cour royale de Riom ; 4 octobre 1830, substitut à la Cour royale d'Amiens ; 3 décembre 1834, avocat-général à la même Cour.

M. Blanchet, nommé procureur-général à Nîmes ; 20 septembre 1830, procureur du Roi à Grenoble ; 6 juin 1854, avocat-général à la Cour royale de Grenoble.

M. Bougrain de Bure, nommé président de chambre à la Cour royale d'Angers ; 10 octobre 1812, substitut de chambre à la Cour royale d'Angers ; 14 avril 1816, 13 avril 1826, juge à Alençon ; 30 juillet 1851, conseiller à la Cour royale d'Angers.

M. Janvier, nommé conseiller à la Cour royale d'Angers ; 1827, substitut à Clermont ; 18 mai 1828, procureur du Roi à Baugé ; 17 avril 1851, procureur du Roi à Laon ; 21 octobre 1856, vice-président à Angers.

M. Bourcier, nommé vice-président du Tribunal d'Angers ; 20 décembre 1829, substitut à Mamez ; 14 avril 1831, substitut à Baugé ; 12 avril 1853, substitut au Mans ; 30 novembre 1853, procureur du Roi au Mans.

M. Dubois, nommé procureur du Roi au Mans ; 10 février 1835, substitut à Saint-Calais ; 11 décembre 1833, substitut à Laval ; 17 novembre 1857, procureur du Roi à Saint-Calais.

M. Guépin, nommé procureur du Roi à Saint-Calais ; 7 janvier 1857, substitut au Mans ; 30 mars 1841, substitut à Doullens ; 6 mars 1842, substitut à Laon ;

M. Pihan-Delaforest, nommé substitut à Laon ; 22 novembre 1859, substitut à Châteaufort ; 18 mars 1844, substitut à Compiègne.

M. Dupont, nommé avocat-général à la Cour royale d'Amiens ; . . . ; juge auditeur à Saint-Omer ; 9 septembre 1850, substitut à Montreuil ; 22 avril 1851, substitut à Saint-Omer ; 15 octobre 1852, substitut à Lille ; 28 octobre 1845, procureur du Roi à Saint-Omer ; 25 novembre 1845, avocat-général à la Cour royale de Rennes.

M. Pouhaer, nommé avocat-général à Rennes ; 25 août 1850, substitut à Vitry ; 8 octobre 1850, substitut à Quimper ; 2 mars 1852, substitut à Saint-Brieuc ; 16 février 1857, procureur du Roi à Montfort ; 10 juin 1841, substitut à la Cour royale de Rennes ;

M. Ménard, nommé substitut à la Cour royale de Rennes ; 24 avril 1853, substitut à Savenay ; 19 mai 1840, substitut à Saint-Brieuc ; 4 janvier 1842, substitut à Nantes ;

M. Duportal, nommé substitut à Nantes ; 29 septembre 1854, substitut à Quimperlé ; 1er mai 1859, substitut à Vannes ; 8 décembre 1845, procureur du Roi à Paimboeuf.

M. Colas, nommé procureur du Roi à Paimboeuf ; 25 novembre 1856, substitut à Vire ; 23 juillet 1841, substitut à Cherbourg.

M. Demiau-Crouzilhac, nommé conseiller à la Cour royale de Caen ; 24 novembre 1824, substitut au Mans ; 15 avril 1828, procureur du Roi à La Flèche ; 10 septembre 1850, procureur du Roi à Saint-Calais ; 25 octobre 1837, procureur du Roi à Montbrison ; 21 novembre 1858, substitut à la Cour royale de Lyon ; 5 février 1844, avocat-général à la Cour royale de Caen.

M. Gastambide, nommé avocat-général à la Cour royale de Caen ; 15 juillet 1855, substitut à Châlons ; 27 juillet 1855, substitut à Mantes ; 18 août 1857, substitut à Laon ; 4 février 1840, procureur du Roi à Senlis ; 1er décembre 1840, procureur du Roi à Laon.

M. Marie, nommé procureur du Roi à Laon ; 31 août 1856, substitut à Beauvais ; 1er décembre 1840, procureur du Roi à Senlis.

M. Dubarry, nommé procureur du Roi à Senlis ; 21 octobre 1854, substitut à St-Gaudens ; 30 juillet 1858, substitut à Senlis ; 20 octobre 1842, substitut à Amiens ; 9 juin 1845, procureur du Roi à Doullens.

M. Cauvel de Beauvillé, nommé procureur du Roi à Doullens ; 1er décembre 1840, substitut à Montdidier.

M. Gerbé de Thoré, nommé substitut à Montdidier ; 1er juin 1845, juge-suppléant à Montargis.

M. Piolet, nommé avocat-général à Grenoble ; 17 janvier 1852, substitut à Uzès ; 28 janvier 1854, substitut à Briançon ; 26 juin 1854, juge-suppléant à Grenoble ; 1er janvier 1858, procureur du Roi à Valence ; 12 août 1844, conseiller à la Cour royale de Grenoble.

M. Alicot, nommé conseiller à la Cour royale de Grenoble ; 4 septembre 1850, substitut à Lodève ; 11 septembre 1852, juge d'instruction à Montpellier ; 15 août 1853, vice-président au même Tribunal.

M. Grasset, nommé vice-président à Montpellier ; 9 février 1851, juge suppléant à Montpellier ; 29 mai 1854, juge au même Tribunal ; 29 novembre 1840, juge d'instruction au même Tribunal.

M. Armely, nommé juge à Montpellier ; 1er septembre 1825, juge-auditeur à Perpignan ; 25 juillet 1827, substitut à Béziers ; 19 juin 1852, procureur du Roi à Sainte-Affrique ; 22 mai 1853, procureur du Roi à Lodève.

M. Géraud, nommé procureur du Roi à Lodève ; 25 mars 1858, substitut à Milhau ; 4 octobre 1841, substitut à Perpignan.

M. Pujade, nommé substitut à Perpignan ; 15 octobre 1858, substitut à Narbonne.

M. Rouquairol, nommé substitut à Narbonne ; 50 mai 1844, substitut à Céret.

M. Derouville, nommé substitut à Céret ; 1er juin 1845, juge suppléant à Montpellier.

M. Dangeville, nommé conseiller à la Cour royale de Paris ; 15 juillet 1818, conseiller-auditeur à Dijon ; 22 décembre 1822, conseiller à la Cour royale de Lyon.

M. de Bernardy, nommé conseiller à la Cour royale de Lyon ; 2 juillet 1825, substitut à Privas ; 21 décembre 1828, procureur du Roi à Lodève ; 16 octobre 1850, procureur du Roi à Uzès ; 21 juin 1851, procureur du Roi à Avignon ; 28 septembre 1855, avocat-général à la Cour royale de Nîmes.

M. Liquier, nommé avocat-général à la Cour royale de Nîmes ; 25 janvier 1829, juge auditeur à Marvejols ; 28 août 1850, procureur du Roi à Uzès ; 16 octobre 1850, procureur du Roi à Carpentras ; 7 décembre 1852, procureur du Roi à Nîmes.

M. Tantillon, nommé conseiller à la Cour royale de Riom ; 4 septembre 1850, procureur du Roi à Riom.

M. Malbat, nommé procureur du Roi à Riom ; 50 juillet 1851, juge suppléant à Bar ; 7 mai 1854, substitut à Arcis-sur-Aube ; 26 décembre 185

titut à Bar-sur-Saône; 2 août 1842, substitut à Châlons; 29 octobre 1842, substitut à Etampes.
 M. Barenas, nommé substitut à Etampes; 29 octobre 1840, juge-suppléant à Fontainebleau; 7 août 1843, substitut à Bar-sur-Saône.
 M. Dapuy, nommé juge d'instruction à Cognac; 7 juillet 1840, substitut à Largentière; 3 juin 1842, substitut à Gourdon; 26 avril 1843, substitut à Alby.
 M. Bordier, nommé substitut à Cognac; 2 septembre 1844, substitut à Bazas.
 M. Labadie de Lalande, nommé substitut à Bazas; 2 septembre 1844, substitut à Cognac.
 M. Audibert, nommé substitut à Alby; 26 septembre 1838, substitut à Lavaur; 27 août 1839, substitut à Gaillac.
 M. Bermond, nommé substitut à Gaillac; 9 juin 1842, substitut à Châteaulin.
 M. Roveau, nommé juge à Cognac; 7 avril 1838, juge suppléant à Ribérac.
 M. de Person, nommé juge d'instruction à Chartres; 3 octobre 1831, substitut à Clamecy; 15 décembre 1836, juge d'instruction à Sancerre; 26 décembre 1836, juge à Bar-sur-Saône; 20 janvier 1837, juge d'instruction à Sens; 16 juillet 1841, juge à Chartres.
 M. Peitavin, nommé juge d'instruction à Montpellier; 9 février 1831, juge d'instruction à Montpellier; 17 novembre 1837, simple juge à Montpellier.
 M. Levan, nommé juge d'instruction à Beaupréau; 31 octobre 1827, juge-auditeur à La Flèche; 18 octobre 1830, juge d'instruction à Beaupréau; 21 août 1841, simple juge au même Tribunal.

Par une autre ordonnance du 21 octobre, sont nommés :

Juges de paix du canton de Souvigny, M. Jean-Marie-Victor Compin, ancien greffier de la justice de paix du canton ouest de Moulins; — Du canton de Valgorgue, M. Daudé, juge de paix de Saint-Germain de Calberte; — Du canton de Saint-Germain de Calberte, M. Lavriol, suppléant actuel, maire de Saint-Martin de Laussouze; — Du canton du Monestier de Clermont, M. Laurant David, suppléant actuel, ancien notaire, maire du Monestier, membre du conseil d'arrondissement; — Du canton d'Orchies, M. Charles-Louis-Augustin Luiset, ancien maire d'Etreaux; — Du canton de Mortagne, M. Noël-Michel Julien Bailly, ancien avoué, juge suppléant au Tribunal de première instance de Mortagne, maire de cette commune; — Du canton de Bouxwiller, arrondissement de Sarre-Union (Bas-Rhin), M. Frédéric-René Schwind, ancien notaire; — Du canton de Castel-Sarrasin, M. Pierre-Jean-Léopold Châtinier, avocat.

Sont aussi nommés :

Suppléants du juge de paix du canton de Laon, M. Joseph-Hector-Honoré Bevière, licencié en droit, ancien notaire; — Du canton de Souvigny, M. Jacques-Philippe Nivelon, propriétaire; — Du canton de Durban, M. Paul-Fulcran Gazaniol, propriétaire; — Du canton d'Amfreville, M. Masson, ancien notaire, membre du conseil général; — Du canton de Vauvert, M. Jean-Antoine-Léonce Allut, maire de la commune d'Amfreville; — Du canton de Voiron, M. Baptiste Martin, notaire; — Du canton ouest de Mayenne, M. Victor-Toussaint Picot, avoué; — Du canton de Varennes, M. Louis Godfrin, maire de la commune de Chappay; — Du canton d'Argenteuil, M. Gabriel Binard, ancien notaire.

CHRONIQUE

PARIS, 23 OCTOBRE.

— Les sieurs Minot, employé à la maison Royale de Charenton, et Charpentier, propriétaire à Créteil, étaient traduits aujourd'hui devant la police correctionnelle (6^e chambre), sous la prévention de délit de chasse.

Ces deux messieurs chassaient sur le territoire de Bois-sy-St-Léger, lorsque les gendarmes vinrent leur signifier un procès-verbal, comme chassant sur un terrain non encore dépeupillé de sa récolte. Les deux chasseurs exhibèrent leur permis de chasse, et déclarèrent en outre que les propriétaires les avaient autorisés à chasser sur leurs terres; mais les agents de l'autorité ne tirèrent aucun compte de ces observations, et donnèrent suite à leur procès-verbal.

Mais cet acte ne faisait aucune mention de l'autorisation accordée par le propriétaire, et qui faisait à l'instant même disparaître le délit. En effet, aux termes de la loi nouvelle : tout propriétaire a le droit de chasser sur ses récoltes, quelles qu'elles soient, et peut autoriser les autres à y chasser. Ainsi, à la différence du décret de 1790, aujourd'hui le fait de chasse dans les récoltes, pris isolément, n'est plus un acte punissable.

À supposer même que les propriétaires n'eussent pas autorisé les sieurs Charpentier et Minot, y a-t-il délit qui puisse être poursuivi d'office par le ministère public, lorsque le fait de chasse a eu lieu dans un regain, dans un champ de betteraves ou de pommes de terre? En un mot, cette nature de récolte constitue-t-elle un terrain non dépeupillé de ses fruits, ainsi que l'article 26 de la nouvelle loi l'exige en termes précis qu'il y ait délit?

M. Emile Anié, défenseur des sieurs Minot et Charpentier, s'appuyant sur un arrêt de la Cour royale de Douai du 21 septembre 1840, et sur un arrêt de la Cour de cassation du 31 janvier de la même année, soutient que le fait de chasse dans un regain, ou dans un champ de pommes de terre, ne constitue pas un délit, et que, par analogie, il n'y a pas non plus de délit à chasser dans un champ de betteraves.

En effet, dit le défenseur, tout ce qui est racines constitue bien une récolte, mais ne saurait constituer un fruit. La loi nouvelle, dans son esprit, et s'inspirant de la jurisprudence précitée, a voulu entendre par fruits tout ce qui était au-dessus du sol, tout ce qui était extérieur et pouvait être détaché par le passage des chasseurs à tir ou à course. Mais la loi nouvelle, pas plus que l'ancienne, n'a entendu désigner par cette expression les produits internes, que la surface de la terre protège assez, et qui, conséquemment, se trouvent placés en dehors de l'art. 26 de la nouvelle loi, et rentrent dans la nature des terrains sur lesquels la chasse est permise, à la charge par les chasseurs de justifier du consentement des propriétaires.

M. Gouin, avocat du Roi, soutient la prévention, et requiert contre chacun des inculpés l'application d'une amende de 50 fr.

Le Tribunal a remis l'affaire à huitaine, jour auquel les gendarmes signataires du procès-verbal seront cités.

— Gorin, jeune garçon de quinze ans tout au plus, comparait devant le Tribunal de police correctionnelle sous la prévention d'un vol exécuté par lui avec une audace et un aplomb assez extraordinaires pour son âge.

M. le président, au prévenu : Vous avez volé un habit, un paletot, une cravate de satin et trois chemises au fils de votre propriétaire.

Gorin : Je ne peux pas dire le contraire, puisque ça est.

M. le président : Pour commettre ce vol, vous vous êtes introduit, en plein jour, dans la chambre du plaignant, et cependant la porte en était fermée à double tour.

Gorin : Cela ne faisait rien, puisque j'avais la clé.

M. le président : Comment vous l'avez-vous procurée? L'avez-vous achetée, ou vous en êtes-vous emparé dans la chambre de sa mère.

M. le président : Vous vous êtes donc encore introduit dans cette chambre?

Gorin : Pour ça, ce n'était pas bien difficile : la bonne faisait le ménage.

M. le président : Et vous avez pris la clé en présence de cette bonne?

Gorin : Oh ! que non ! j'ai attendu le moment qu'elle secouait le tapis par la fenêtre... et psit !... le tour a été fait.

M. le président : Et tous ces effets que sont-ils devenus?

Gorin : Je les ai portés au Mont-de-Piété, qui m'en a donné 14 fr. J'ai pris dessus cinq francs que j'ai portés à ma pauvre mère qui est dans le besoin, lui faisant accroire que je les avais trouvés, et les 9 francs de reste je les ai mangés avec des amis qui m'ont aidé à faire la noce.

Le plaignant, entendu comme témoin, déclare que, forcé de rentrer chez lui par la fenêtre, puisqu'il lui était impossible de retrouver la clé de sa porte, il lui a été bien facile de constater la razzia complète dont il se trouvait la victime.

Le Tribunal condamne le jeune Gorin à être détenu pendant trois ans dans une maison de correction.

— Bilin, naïf encore et sans expérience, manifestait un soir fort hautement le désir qu'il aurait de faire un tour à Paris, sous le patronage d'un ami, déjà familiarisé avec les merveilles de la capitale. Ce désir était exprimé dans un estaminet de Lyon, où Bilin prenait une demi-tasse en société d'un compatriote absolument hors d'état de lui rendre ce bon office de pilotage.

Le lendemain, au moment de son lever, Bilin voit arriver un individu de lui parfaitement inconnu. Après les salutations d'usage : « Monsieur, dit le quidam, je sais que vous cherchez un compagnon de route pour faire, à frais communs, le voyage de Paris : justement mes affaires m'appellent dans cette ville, où j'ai de nombreuses relations ; si vous le trouvez bon, je serai donc votre homme. » Cette proposition à brûle-pourpoint aurait dû donner à réfléchir à Bilin ; mais, cédant à sa destinée, il accepta les yeux fermés, et il fut résolu qu'on irait prendre les passeports pour le soir même. « Avant d'aller plus loin, pourtant, lui dit Landenoch (c'est le nom du quidam), je dois vous prévenir que pour le moment je ne suis guère en fonds. — Ah ! diantre ! — Mais cela ne m'embarrasse guère : je vais mettre mes effets au Mont-de-Piété, et c'est un court moyen de me créer des ressources. — Mais, monsieur, si vous n'avez plus d'habits, comment pourrions-nous nous promener ensemble dans les rues de Paris, visiter les monuments, suivre les théâtres ? — Ne vous inquiétez pas, mon jeune ami ; une fois arrivé à Paris, je nage dans l'or et l'argent... J'y ai tant de recouvrements à faire ! — Alors, monsieur, je ne souffrirai pas que vous mettiez vos effets en gage : je vous prêterai de me permettre de vous avancer les frais de route. — Vous êtes trop galant homme pour que je vous fasse l'injure de vous refuser : j'accepte donc ; mais, pourtant, comme il est de toute justice que vous ayez vos garanties, vous voudrez bien recevoir en gage ma propre malle : elle contient la plus riche garde-robe du monde, sans oublier mon fameux cor de chasse, instrument sur lequel je suis d'une force peu commune, et qui fait l'envie de tous les amateurs. »

On part, on arrive à Paris ; on s'installe dans un riche hôtel, Bilin paie toujours, et partout, pour deux ; c'est convenu. Mais, ô contre-temps ! la nuit même de leur arrivée Bilin est surpris par une atroce crise de dents : l'opérateur le plus voisin est sur-le-champ mandé. Il ordonne l'application d'un large cataplasme. Landenoch ne veut céder à personne le droit de soigner son ami malade ; il fouille dans sa malle pour y prendre les serviettes, les mouchoirs dont il a besoin pour l'emmitoufler comme il faut ; puis, lui recommandant la patience, il sort lui-même pour aller faire ses recouvrements. Pendant les heures se passent et avec elles la crise de dents. Bilin, ennuyé d'attendre en vain son compagnon de voyage, se lève et veut s'habiller pour tenter à lui seul une petite reconnaissance. Il ouvre sa malle... dévalisée presque complètement.

Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que Bilin put rattraper son larron, que le Tribunal de police correctionnelle a condamné à un an de prison et à cinq ans de surveillance.

— Un réclusionnaire libéré, soumis à la surveillance et se trouvant à Paris en état de rupture de ban, vaguait hier dans le quartier Saint-Martin, cherchant aventure. Déjà il avait passé et repassé plusieurs fois devant un magasin de nouveautés de la rue de Rambuteau, réfléchissant aux moyens d'y faire quelque coup, lorsqu'il vit le maître de l'établissement monter à l'étage au-dessus de la boutique pour déjeuner. Deux minutes après il entra et disait aux commis : « J'ai deux mots à dire à votre patron ; ne le dérangez pas ; je vais monter, c'est l'affaire d'un instant. » Il monte en effet, prétexte auprès du maître un renseignement insignifiant, qu'on l'a, dit-il, chargé de prendre, puis, en redescendant, il s'empare tranquillement d'un fort ballot de toile qui était près de la porte, le charge sur ses épaules, et dit aux commis : « Vous direz à votre patron que si ce n'est pas pour ce soir, ce sera pour demain matin. » Puis il sort avec sa capture.

Mais l'un des commis, qui ne comprenait rien aux paroles obscures de cet individu, et qui se doutait de la vérité, se mit à la poursuite du voleur, qui fuyait de toute la vitesse de ses jambes, l'arrêta et le ramena au magasin. Là tout fut expliqué. Le ballot fut remis à sa place, et l'impudent filou conduit au dépôt de la préfecture de police.

ÉTRANGER.

— ANGLTERRE (Loudres), 21 octobre. — Les électeurs du ward ou arrondissement de Portsocken se sont réunis dans une salle spacieuse de la taverne des *Trois-Tonneaux*, près d'Algate. L'objet de cette assemblée, fort nombreuse, était le remplacement de M. David Salomons dans les fonctions d'alderman ou membre du conseil municipal. On se rappelle que l'élection de M. Salomons a été annulée parce que, professant le culte de Moïse, il a refusé de signer la déclaration contenant ces paroles : « Je jure sur la foi d'un chrétien (On the faith of a christian). » Lord Seymour avait déposé, vers la fin de la dernière session du Parlement, l'abrogation de cette formule, qui frappe les juifs d'incapacité politique ; la clôture des séances n'a pas permis de s'en occuper.

À l'arrivée de M. David Salomons, de vifs applaudissements ont éclaté de toutes parts.

Deux compétiteurs seulement étaient en présence : M. Moon, propriétaire d'une magnifique collection de tableaux et d'estampes et M. Bonsfield, riche marchand fripier. Déjà le bruit s'était répandu que ce dernier renonçait à la candidature.

M. Brum, montant sur une table, a dit : « J'ai une bonne nouvelle à communiquer aux amis de M. Moon. Les deux candidats viennent d'avoir une conférence dans une salle voisine. M. Bonsfield s'est comporté en homme d'honneur. Il était fort appuyé ; mais des protections plus puissantes accordées à M. Moon diminuaient ses chances de succès ; il a réfléchi, d'ailleurs, que M. Moon avait fait lors de la dernière élection des dépenses considérables sans cependant réussir. »

Plusieurs voix : M. Bonsfield a voulu ménager sa bourse. (Rires et bruits divers.)

M. Brum : Sans doute il a songé à sa bourse (Rires et

murmures, mais il n'a pas voulu priver la corporation des aldermen d'un collègue aussi éclairé. (Longues acclamations.)

Le lord-maire est arrivé peu de temps après ; la séance s'est ouverte, et M. Moon a été élu sans opposition.

VARIÉTÉS.

DES PROGRÈS ET DE LA DÉCALÉNCÉ DES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES.

III^e et dernier article. — (Voir la Gazette des Tribunaux des 15 et 17 octobre.)

Les juges d'Eglise, qui avaient si longtemps protégé les peuples contre leurs maîtres, ayant abusé de leur pouvoir dans des intérêts purement temporels, l'autorité royale prit à son tour sous sa protection ceux qui frappaient injustement les foudres de l'Eglise. Cette résistance aux prétentions du clergé vint encore de Louis IX, et se manifesta dans une occasion solennelle : « Une journée tous les prélats de France se trouvèrent à Paris pour parler au bon saint Loys, et lui faire une requête. Et quand il le sceut, il se rendit au Palais pour là les oir de ce qu'ils vouloient dire. Et quand tous furent assemblez, ce fut l'évesque Guy d'Auseure (d'Auxerre) qui commença à dire au roy, par le congié et commun assentement de tous les autres prélats : Sire, sachez que tous ces prélats qui cy sont en vostre présence me font dire que vous laissez perdre toute la chrétienté, et qu'elle se perd entre vos mains. Adonc le bon roy se signe de la croiz, et dit : « Evesque, or me dittes comment il se fait et par quelle raison. — Sire, fist l'évesque, c'est pour ce qu'on ne tient plus compte des excommunications... Pour tant, sire, ilz vous requierent tous à une voix pour Dieu, et pour ce que ainsi le devez faire, qu'il vous plaise commander à tous vos baillifz, prevostz et autres administrateurs de justice, que où il sera trouvé aucun en vostre royaume qui aura esté an et jour condamné, je dois vous prévenir que pour le moment je ne suis guère en fonds. — Ah ! diantre ! — Mais cela ne m'embarrasse guère : je vais mettre mes effets au Mont-de-Piété, et c'est un court moyen de me créer des ressources. — Mais, monsieur, si vous n'avez plus d'habits, comment pourrions-nous nous promener ensemble dans les rues de Paris, visiter les monuments, suivre les théâtres ? — Ne vous inquiétez pas, mon jeune ami ; une fois arrivé à Paris, je nage dans l'or et l'argent... J'y ai tant de recouvrements à faire ! — Alors, monsieur, je ne souffrirai pas que vous mettiez vos effets en gage : je vous prêterai de me permettre de vous avancer les frais de route. — Vous êtes trop galant homme pour que je vous fasse l'injure de vous refuser : j'accepte donc ; mais, pourtant, comme il est de toute justice que vous ayez vos garanties, vous voudrez bien recevoir en gage ma propre malle : elle contient la plus riche garde-robe du monde, sans oublier mon fameux cor de chasse, instrument sur lequel je suis d'une force peu commune, et qui fait l'envie de tous les amateurs. »

Dès que les Cours laïes furent soutenues par l'autorité royale, elles entreprirent non seulement de reconquérir leurs attributions, mais d'usurper celles des cours d'Eglise. « Aux xiii^e et xiv^e siècles, l'animosité s'y mit de telle sorte que c'était, » suivant l'expression de l'abbé Fleury « comme une guerre ouverte. » La fameuse dispute sur ce sujet entre Pierre de Cugnères et P. Bertrandi peut être considérée comme la plus haute expression de cette lutte : chaque orateur y résuma les prétentions et les arguments des justices qu'il défendait.

Philippe-le-Bel seconda le mouvement de réaction avec l'emportement qui caractérisa tous ses démêlés avec le saint-siège. Mais la déloyauté qu'il reprochait aux juges ecclésiastiques prodiguant indistinctement les tonsures pour multiplier leurs justiciables, leur fit moins de tort que les progrès accomplis sous son règne par les juridictions séculières. En matière criminelle, les juges laïcs introduisirent la distinction entre les délits communs et les cas privilégiés. On appelait délits communs ceux de peu de gravité pour lesquels les clercs continuaient d'être justiciables des cours d'Eglise, tels que les injures, et cas privilégiés les crimes atroces pour lesquels les peines canoniques eussent été trop légères, et dont les juges royaux devaient assurer la répression alors même que le coupable portait la robe longue et la tonsure.

En matière civile, les juges du Roi et des seigneurs rappellèrent par degrés à leurs Tribunaux beaucoup d'affaires profanes, et même certaines causes ecclésiastiques, car ils statuaient au possessoire sur les débats concernant les bénéfices. Enfin fut admis l'appel comme d'abus.

Je viens d'indiquer les causes qui ramenaient les justiciables dans les cours séculières ; je vais faire connaître celles qui, dans le même temps, devaient les éloigner des Cours d'Eglise : le nombre infini des attributions de la justice ecclésiastique fut la première cause de sa décadence ; les magistrats se multiplièrent, ainsi que les degrés de juridiction ; la discipline se relâcha parmi eux ; le désintéressement disparut, les formalités se compliquèrent, et les plaideurs furent ruinés par des frais exorbitants.

Le principe que les évêques devaient juger en personne dans l'assemblée du clergé existait encore au douzième siècle, mais il n'était plus exactement pratiqué. Surchargés d'affaires, les prélats abandonnèrent le jugement de quelques-unes à des prêtres ou à des archidiacres, auxquels ils donnaient des pouvoirs révocables à volonté ; puis ces pouvoirs devinrent plus fréquents, plus durables ; puis il exista dans chaque diocèse un ou plusieurs vicaires ou officiaux rendant la justice à la place et au nom de l'évêque. Bientôt on distingua deux classes de juges ecclésiastiques : les ordinaires, qui étaient les évêques, et les abbayes et chapitres exempts de la juridiction des évêques, et qui tous avaient leurs officiaux ; et les juges délégués en divers lieux de chaque diocèse, outre les officiaux, et qui devinrent, avec le temps, un degré inférieur de juridiction. Les officiaux eurent des vice-gérants et les juges inférieurs des subdélégués des auditeurs et des commissaires. Les métropolitains eurent aussi des officiaux, non seulement pour les causes de leurs diocèses, mais aussi pour celles qui venaient par appel des Tribunaux de leurs suffragans ; car, à mesure que les conciles provinciaux étaient devenus plus rares, les archevêques avaient usurpé leurs attributions. Enfin des appels étaient portés de toutes les parties du royaume devant le primat, et de toutes les parties du monde chrétien devant les papes. Ceux-ci, en outre, évoquaient un grand nombre de causes, et les cabinets de quelques-uns d'entre eux se trouvaient tellement encombrés de procédures, qu'ils étaient moins souverains pontifes que magistrats ou praticiens (3).

Le dogme de la souveraineté absolue du pape, établi par les fausses décrétales, avait eu pour conséquence d'affaiblir l'autorité des conciles, qui étaient devenus très

(1) Joinville, *Histoire de Saint-Louis*, p. 183.
 (2) Dans tous les temps, les juges d'Eglise ont été contraints d'employer le bras séculier pour l'exécution de leurs sentences. Loysel, *Traité des Seigneuries*, chap. 13, §§ 42, 53 et 41.

(3) Durand de Maillane, *Dictionnaire Jurisprudence*, Barthole, au *Traité de Differentia inter jus canonicum et civile*, § 134 ; Du Pin, *De Antiqua Ecclesia disciplina*, dissert. 2, cap. 2, § 3, p. 171, et § ult., p. 278 ; La Ferrière, *Histoire du droit français*, tome 1, p. 229.

rares, de constituer le pape seul juge des évêques contre lesquels on ne pouvait plus demander justice qu'avec des formalités compliquées, longues et dispendieuses ; et enfin de faire admettre les appellations au pape sans moyen (omisso medio) en tout état de cause, ce qui anéantissait la juridiction des évêques. C'était en partie pour se dédommager des envahissements de l'évêque de Rome que les autres prélats s'étaient efforcés de multiplier leurs attributions au dépens des juges laïcs par les divers moyens que j'ai signalés.

C'est une vérité prouvée par l'expérience, que la multiplication désordonnée des officiers de justice entraîne inévitablement celle des procès et des formalités. « Comment trouver un si grand nombre de juges capables de leurs fonctions, sans parler des autres ministres de justice?... Quant à trouver des juges désintéressés, il n'y falloit pas penser... Si quelqu'un remplissoit ses fonctions par charité, comme un saint Yves, c'étoit un miracle... Ils étoient plus jaloux de leur juridiction que des véritables droits de l'Eglise, et croient qu'on vouloit la réduire en servitude dès qu'on s'efforçoit de mettre des bornes à leurs entreprises. C'est la matière la plus ordinaire des conciles du treizième et du quatorzième siècles. On y voit aussi jusqu'à quel excès on avait poussé la chicane par les abus qui y sont condamnés, entr'autres d'empêcher les parties de s'accorder pour ne pas manquer de pratique. »

Quand les esprits sont emportés dans une mauvaise direction tout concourt à les égarer, même ce qui devrait les ramener dans de meilleures voies. Il en fut ainsi de la renaissance du droit romain, qui sembla devoir exercer une influence bienfaisante sur les juridictions ecclésiastiques. « Dans le renouvellement des études les clercs s'appliquèrent au droit de Justinien autant et plus qu'aux canons, » et cependant « l'étude de ce droit compliqua les formalités ; on voulut pratiquer ce que l'on voyoit écrit et le joindre aux formules que l'on avoit conservées. »

Je n'entreprendrai pas de faire connaître ici les procédures tortueuses, interminables, ruineuses, admises dans les cours d'Eglise.

Il faudrait un volumineux traité pour détailler la citation que le juge faisait donner au défendeur ; les excuses, les exceptions multipliées, le libelle, les défauts et les jugemens de forme qui précédaient la litiscontestatio, les sermens, la production des preuves, les enquêtes à futur, destinées à constater à l'avance des faits dont la pertinence n'étoit pas encore reconnue, les enquêtes par turbe pour l'interprétation des us et coutumes, les sentences, les appels interjetés, même avant que les décisions fussent prononcées (à futuro gravamine), les apôtres ou diplômes par lesquels un juge faisait savoir au magistrat supérieur devant lequel sa sentence étoit attaquée, s'il avoit déferé ou non à l'appellation. Au moyen de la restitution en entier (restitutio in integrum), on remettait en question tout ce qui avoit été jugé contre l'Eglise ou des mineurs, même en dernier ressort. Des délais de rigueur, des déchéances, et d'innombrables moyens de chicane étouffaient la vérité, et ne permettaient plus de reconnaître dans les Tribunaux ecclésiastiques ces Cours des évêques jadis si nobles, si simples, si paternelles (1).

La déconsidération des juges devoit être la conséquence de la complication intéressée des procédures. « La bonne foi s'affoiblit dans ces Tribunaux à mesure que les formalités y croissoient ; ce n'étoient plus, comme dans les premiers temps, des jugemens charitables où l'on cherchoit amiablement la vérité... C'étoient des jugemens de rigueur, où toutes les subtilités du droit étoient employées, où personne ne relâchoit de ses intérêts, où les passions se nourrissoient plutôt qu'elles ne s'éteignoient. Les prêtres et les clercs qui s'empressoient à poursuivre les procès ou à les juger, n'étoient ni les plus charitables ni les plus saints... De là vient que les princes ont retiré une grande partie des pouvoirs qu'ils avoient accordés à l'Eglise, et que les particuliers ont tant aimé plaider devant les juges laïcs, puisqu'il n'étoit plus question que de plaider. »

Néanmoins la révolution qui rendit leurs attributions aux Tribunaux du roi et des seigneurs s'opéra lentement ; d'abord, parce qu'une forte impulsion donnée aux esprits depuis plusieurs siècles ne s'arrêta pas à l'instant même où cessa la cause qui l'a produite ; ensuite, parce que les cours d'Eglise, permanentes, animées d'un même esprit, obéissant à des principes communs, combatoient facilement leurs moyens de résistance, tandis que les cours laïcs intermittentes, isolées les unes des autres, régies par des coutumes locales très diverses, ne purent agir avec ensemble et réunir leurs efforts que quand elles furent secondées par l'autorité royale et par des Parlemens fortement organisés. Les juridictions ecclésiastiques conservaient d'ailleurs, à certains égards, une supériorité réelle sur les autres. Elles offraient aux justiciables des lois criminelles moins rigoureuses, des lois civiles écrites (2), et à ce titre, préférables aux usages transmis dans chaque localité par des traditions douteuses ; quelques bonnes règles de procédure auxquelles les styles et les ordonnances semblaient rendre hommage en les introduisant dans les justices temporelles ; des juges supérieurs par leur caractère sacré aux barons et aux vassaux, et plus habitués aux formes judiciaires que les baillis et les prévôts des seigneurs ; enfin, la faculté, dès le commencement du douzième siècle, de se faire représenter par des procureurs, dont le ministère permettait de rétablir entre les parties une égalité inconvenue jusqu'aux premières années du quatorzième siècle, dans les Tribunaux séculiers, où le plaideur instruit, adroit, rusé, avoit un immense avantage sur l'homme illettré, simple et de bonne foi (3). On sait, en outre, que dans les cours d'Eglise, le plaideur téméraire supportoit avec ses propres frais ceux qu'il avoit occasionnés à son adversaire, et que cette loi ne fut introduite dans les juridictions rivales que par une ordonnance de 1324.

On comprendra tout ce qu'il y avoit de force et de vie dans l'organisation des cours d'Eglise, et l'on se rendra compte de la durée de la lutte qui se prolongea jusqu'à l'ordonnance de 1539 (4) entre elles et les juridictions séculières, si l'on fait réflexion que celles-ci, pour ne pas éloigner d'elles les plaideurs par un trop brusque changement de leurs habitudes, durent offrir aux ecclésiasti-

(1) Sur toutes ces procédures, V. *Speculum juris*, tit. De Teste, § 2 ; Du Pin, *De Antiqua Ecclesia disc.*, dissert. 2, passim et præcipue, p. 257, in fine ; l'abbé Fleury, *Instit.*, suivans ; Durand de Maillane, *Institutes*, liv. 3, t. VI et suivans, titre 5 à 18.

(2) « Non cogitur quis probare jus scriptum, sed factum ex quo jus oritur. » *Speculum juris*, lib. 2, part. 2. De positionibus, § 7, n° 29, p. 393 ; et De probationibus, § 3, n° 19, p. 627.

(3) Il n'y eut des procureurs de profession au Châtelet de Paris qu'au commencement du quatorzième siècle. Le premier monument de législation où ils me paraissent clairement désignés est un règlement de 1520, rapporté dans le *Recueil des anciennes lois françaises*, t. III, p. 245. Ils ne formèrent une confrérie au Parlement de Paris qu'en 1541. *Ordonn. du Louvre*, t. II, p. 176.

(4) Ce fut l'ordonnance de Villers-Cotterets, d'août 1539, art. 1 à 4, qui réduisit enfin les juges d'Eglise « aux matières de sacrement et autres pures, spirituelles et ecclésiastiques. » Loysel, *Traité des Seigneuries*, chap. 13, § 75.

ques la moitié des sièges de leurs prétoires (1), et ne parvinrent à triompher qu'en empruntant aux justices rivales leurs lois, leurs styles, leurs usages, leurs costumes, et surtout leurs réglemens sur les droits et les devoirs des juges, des promoteurs ou procureurs d'office (2), des greffiers, des avocats, des mandataires ad lites, des praticiens et des sergens. Presque toutes les ordonnances de la quatorzième siècle sur l'organisation des Tribunaux et sur la discipline des compagnies, corps et communautés de gens de loi, sont calquées sur les anciens réglemens des justices d'Eglise.

A mesure qu'ils augmentaient leur autorité et qu'ils se familiarisaient avec l'art de la procédure, les Tribunaux séculiers s'approprièrent à leur tour un immense et ruineux fatras d'écritures et de formalités. Le nombre infini des officiers et des praticiens, la pauvreté ou la mauvaise discipline des uns, la cupidité dévorante des autres, la complicité de tous, et même des législateurs (3), firent de l'administration de la justice au seizième et jusqu'au commencement du dix-septième siècle une des plaies de l'humanité. Les ordonnances de Louis XIV débrouillèrent

Alors, par une sorte de réaction, les auteurs de la législation actuelle retournèrent un peu trop en arrière, et nos Chambres législatives, dans leurs dernières sessions, étaient encore occupées à effacer de nos Codes quelques-uns de ces qui en étaient restés, que le but se trouva dépassé. réminiscences surannées des procédures du Châtelet de Paris (1).

Dégagé des superfétations dont plusieurs siècles l'avaient surchargé, presque tout ce qu'il y avait de sage et d'utile dans les anciennes institutions judiciaires de la France a reparu. Les formes seules ont été nouvelles; mais telles étaient l'abondance et la force des sources sacrées d'où ces institutions avaient jadis tiré leur existence, qu'on les reconnaît encore aujourd'hui, bien que nos lois, suivant une expression fameuse, aient affecté les allures de l'athéisme. La religion de nos pères a marqué de son sceau nos institutions judiciaires plus profondément que le vulgaire ne le croit. Qui veut en rechercher l'origine peut, avec assurance et sans transition, aller la reconnaître dans les canons des conciles, les décrétales et les réglemens en vigueur au douzième et au treizième siècles, dans les juridictions ecclésiastiques.

Ch. BATAILLARD, avocat.

(1) Loi du 2 juin 1844 sur la saisie et la vente des biens immeubles; loi du 24 mai 1842 sur la saisie des rentes constituées sur particuliers.

A l'Opéra-Comique, ce soir, l'Esclave de Camoëns et la Sirène.

— Les Italiens donneront ce soir jeudi à Puritani, opéra

de Bellini, chanté par MM. Mario, Lablache, Ronconi, Tagliafico, M^{lle} Grisi et Amigo.

— La bonne compagnie, qui a repris le Gymnase sous son patronage, vient chaque soir applaudir Babiole et Joblot, cette vive, amusante et spirituelle comédie de M. Scribe. Il est vrai de dire que jamais Achard n'a eu de rôle qui convint mieux à son talent plein de franchise et de rondeur que celui du tapissier Joblot. M^{lle} Désirée, dont le public apprécie tous les jours davantage la grâce et l'ingénuité, réussit merveilleusement dans Babiole. Ce soir, la 14^e. Le spectacle sera complété par l'Aumônier du régiment, les Trois péchés du Diable, et Moiroud et Co, avec Numa.

Librairie, Beaux-Arts, Musique.

L'éditeur J. Hetzel vient de mettre en vente les premiers livraisons d'une édition du WERTHER de Goethe, sur laquelle on reviendra prochainement. On doit dire tout d'abord que rien n'a été négligé par l'habile éditeur du DIABLE A PARIS, DES ANIMAUX PEINTS PAR EUX-MÊMES et du VOYAGE OU IL VOUS PLAIRA, pour faire de cette nouvelle publication un véritable chef-d'œuvre de goût et de simplicité typographique. La traduction, due à la plume d'un des esprits les plus vigoureux de notre temps, M. Pierre Leroux, reproduit toutes les qualités qui ont fait du WERTHER de Goethe le chef-d'œuvre de la littérature allemande, et un travail excellent du traducteur, lequel est précédé d'une remarquable préface de George Sand, ajoute encore à la valeur de cette édition, que des gravures à l'eau forte, dont chacune est devenue, sous la main de Tony Johannot, une œuvre véritablement exquise, recommandant en outre à l'attention de tous ceux pour qui le WERTHER, maintenant apprécié en France comme il l'a été partout, est un des livres dont s'honore à plus juste titre l'esprit humain.

— ATLAS DES PRINCIPALES BATAILLES DE LA RÉPUBLIQUE ET DU CONSULAT. — Napoléon, qui voulait populariser ses campa-

gnés, avait chargé le maréchal Berthier d'en faire graver les plans au dépôt de la guerre. Ce travail fut commencé vers 1806; il n'était pas entièrement achevé lorsque la France eut éprouvé les malheurs de l'invasion. Cette entreprise véritablement nationale est enfin terminée.

C'est la réunion de ces cartes originales qui est offerte aujourd'hui à la France. Il est inutile d'insister sur le mérite de cette publication, puisque personne n'ignore avec quelle scrupuleuse attention sont traités tous les documents qui sortent du sanctuaire. La seule énumération des cartes et des plans qui composent cet Atlas suffira d'ailleurs pour en faire comprendre toute l'importance.

N'est-il pas extraordinaire que toutes les histoires de la révolution qui ont été publiées jusqu'à ce jour ne soient accompagnées d'aucun Atlas? Et, à cet égard, on peut dire que la rédaction de cette histoire offre de mérite, plus que pareille lacune se fait sentir. Comment comprendre, en effet, sans le secours des cartes et des plans, ces admirables combats d'Italie et d'Égypte, qui s'effacent tout ce que l'antiquité a opéré de plus fabuleux!

Cet Atlas deviendra donc le complément indispensable de toutes les Histoires de la Révolution française publiées jusqu'à ce jour.

Comme œuvre nationale, on a dû dès lors chercher un mode d'acquisition qui pût convenir à toutes les bourses, qui lui permit de pénétrer sous la tente du général et sous la chaumière du vieux soldat.

SPECTACLES DU 24 OCTOBRE. FRANÇAIS. — L'Héritière, le Barbier. OPÉRA-COMIQUE. — La Sirène. ITALIENS. — I Puritani. ODÉON. — Térésa. VAUDEVILLE. — Foll-tte, un Mauvais ménage. VARIÉTÉS. — Les Enfants de troupe, Monseigneur.

10 livraisons à 50 centimes. 10 EAUX-FORTES WERTHER PAR GOTHE. TONY JOHANNOT. Dessinées et gravées par TONY JOHANNOT. Épreuves sur Chine. — 1^{er} tirage avant la lettre. 1 beau vol. grand in-8^o, prix : 40 fr. la souscription au volume complet. — En vente, la 1^{re} livraison. PUBLIÉ PAR J. HETZEL, ÉDITEUR DU DIABLE A PARIS, rue Richelieu, 74, rue Méhars, 10. TRADUIT ET PRÉCÉDÉ D'UNE PRÉFACE PAR PIERRE LEROUX, ACCOMPAGNÉ D'UN TRAVAIL LITTÉRAIRE PAR GEORGE SAND.

ATLAS DES PRINCIPALES BATAILLES DE LA RÉPUBLIQUE ET DU CONSULAT. Trente-trois Cartes demi colombier, renfermées dans un portefeuille. — Prix : 40 francs.

Cet Atlas, complément indispensable de toutes les Histoires de la Révolution française publiées jusqu'à ce jour, contient : Bataille de VALMY. — Bataille de JEMMAPES. — Bataille de FLEURUS. — Carte générale des opérations militaires sur le RHIN, de 1792 à 1800. — Carte pour servir à l'intelligence des GUERRES DE LA VENDÉE. — Carte des marches de l'armée d'Italie du 1^{er} avril au 5 mai 1796. — Carte des mouvements relatifs aux batailles de MONTENOTTE, DEGO, MILLESIMO, 12, 13, 14 et 15 avril 1796. — Combat de LODI. — Bataille de CASTIGLIONE. — Carte des marches pour les opérations du siège de MANTOUE. — Bataille de SAINT-GEORGES. — Bataille d'ARCOLE, trois cartes, dont deux avec les mouvements coloriés. — Bataille de RIVOLI. — Carte des marches pour les opérations du BLOCUS et du SIÈGE de GÈNES. — Carte générale pour les expéditions de LA HAUTE et BASSE-ÉGYPTE et de SYRIE. — Débarquement d'ALEXANDRIE. — Bataille des PYRAMIDES. — Bataille du MONT-THABOR. — Bataille d'ABOUKIR. — Carte des mouvements relatifs à la bataille de ZURICH. — Carte générale de la campagne de l'armée de réserve en Italie, en l'an VIII. — Bataille de MARENGO, premier mouvement, deuxième mouvement, troisième mouvement, quatrième mouvement (ces quatre planches de mouvements sont colorisées). — Vue de la bataille de MARENGO au moment de la victoire.

Les personnes qui désirent l'ouvrage, le recevront immédiatement et le paieront en quatre paiements égaux de 10 fr., savoir : le premier, à la réception de l'exemplaire, et les trois autres paiements de deux en deux mois, à partir du jour de la réception. Les trois paiements à terme seront réglés en trois billets à ordre sur papier timbré, qui devront être adressés à M. BOULLAND, avec le mandat à vue de 10 fr. aussitôt après la réception de l'ouvrage.

Généralisation en 4 jours. Capsules Human. Ces nouvelles capsules au copahu guérissent radicalement en quelques jours les maladies récentes, invétérées ou rebelles, en détruisant le principe de la maladie. Prix : 3 fr. Il y a 40 capsules dans les boîtes, ce qui présente une économie de 50 p. 100. — Seul dépôt à Paris, rue J.-J.-Rousseau, 21.

Ugiénosone. Les salons de vente sont tenus par des dames. Appareil périodique indispensable aux dames. Élastique, imperméable, satisfaisant à toutes les exigences de la nature. Grâce à cette ingénieuse ceinture, les dames, oubliant la gêne que leur ont imposée les lois naturelles, peuvent se livrer à toutes leurs occupations, ainsi qu'aux exercices agréables de la danse, de l'équitation, etc., et aux voyages. Les lettres doivent être adressées à M^{me} DELAHAYE (Affranchir.)

TUYAUX ÉTIRÉS A FROID GALVANISÉS. A. de VINOUY et C^o, rue des Trois-Bornes, 15, pour conduites d'EAU, de GAZ, d'aspersions, de pompes, etc.; essayés à dix atmosphères, en moyenne ou par plus ou moins de pression, GOUTTIERES bordées des deux côtés plus solides que les autres.

LA CONSTIPATION DETRUITE SANS LAVEMENTS, SANS MÉDECINE ET SANS BAINS. Se vend chez tous les libraires et à la maison Warton, à Paris, 68, r. Richelieu, à 75 c. l'exposition d'un moyen NATUREL, agréable et infaillible (très simple), non seulement de vaincre, mais aussi de détruire complètement la Constipation habituelle, suivie de nombreux certificats de médecins célèbres et d'autres personnes de distinction. La même, franco par la poste, à 1 fr. 25 c., à 2 fr. 50 c. en un bon sur la poste. La grande édition, à 2 fr. 50 c., ou franco 3 fr. 25 c. (Affranchir.)

H. LEVILLAYER, CHEMISIER, A L'ENTRÉE DE LA RUE RICHELIEU. Cette maison réunit le bon, le beau, le bien fait et le bon marché. Chemises depuis 5 fr., nouveaux modèles pour bals et soirées; faux cols à 6 fr. la douzaine; Caleçons et Gilets. La clientèle riche réclamait depuis longtemps un bon chemisier à des prix modérés; on saura gré de faire connaître cet établissement où tous les traits de luxe sont évités. (On se charge des façons.)

Le MESSAGER, SAGE-FEMME. Place de l'Oratoire, 4, au coin de la rue du Coq, en face du Louvre. 40 fr. l'accouchement et les 9 jours (chauffage et nourriture compris). Appariement et chambres au mois. Un médecin est attaché à l'établissement. Consultations gratuites tous les jours pour les maladies de femmes. — Maison à la campagne pour les personnes qui le désirent. — Nourrices à 14 fr. — Layettes à 25 fr. et plus.

CHAUSSURES-MODOT, PASSAGE CHOISEUL, 33. A PARIS. — GRANDE PERFECTION ET RABAIS. — CLAQUES, sans brides ni ressorts, en caoutchouc, IDEM BOTTES et BOTTINES, pour les deux sexes, garanties imperméables. VERNIS insoluble à l'eau, pour tous genres de chaussures. — Ecrire franco.

PASTILLES CONTRE LA MAUVAISE HALEINE, d'une saveur agréable. Ces pastilles sont employées avec succès chez les personnes affectées d'écoulement de la bouche; elles enlèvent parfaitement l'odeur du cigare, elles réussissent également dans le scorbut et le saignement des gencives. Prix : 3 fr. LA BOITE; à fr. 50 c. la demi. Pharmacie Vivienne, galerie Vivienne, 42.

Maladies Secrètes. Guérison prompte, radicale et peu coûteuse de ces Maladies par le traitement du Dr CH. ALBERT, Médecin de la Faculté de Paris, maître en pharmacie, ex-pharmacien des hôpitaux de la ville de Paris, professeur de médecine et de botanique, honoré de médailles et récompenses nationales, etc., etc.

meurant au même lieu; que les deux associés ont également la signature sociale; que le capital social est fixé à 100,000 fr., divisé en deux mille actions de 50 fr. chacune; que ces actions auront le titre d'actions de capital, et au fur et à mesure qu'une desdites actions aura été émise, il sera créé une action de fondation portant le numéro de correspondance de la société; que le prix en sera de 100 fr. et sera payé en deux fois, savoir: 50 fr. au moment de la souscription et 50 fr. au moment de la distribution des titres d'actions; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la société sera administrée par le directeur-gérant, qui sera M. Nicloux, sans restriction de mandat, pendant les trente années de la durée de la société; que M. Nicloux aura seul la signature sociale; que M. Nicloux affecte à la garantie de sa gestion, 100 fr. de ses actions de capital, dont il paiera le montant comme les actionnaires; que les actions seront au porteur quand le prix en aura été intégralement payé; que la